

Sommaire

Avant-propos

Remerciements

Sommaire..... i

Listes des tableaux.....iii

Liste des abréviations et acronymes iv

Introduction 1

Partie I : L’approche théorique de la croissance économique 3

Chapitre I : Les facteurs de la croissance économique..... 4

I.1) Les facteurs déterminants de la croissance potentielle 4

I.2) Les facteurs de la croissance effective..... 8

Chapitre II : Les débats sur la croissance 17

II.1) Les anciennes théories de la croissance..... 17

II.2) La théorie de croissance endogène 22

Partie II : L’analyse proprement dite de la croissance économique à Madagascar 27

Chapitre III : Les facteurs explicatifs de la croissance économique malgache 28

III.1) L’évolution du PIB ou de la croissance 28

III.2) La part de chaque secteur d’activité..... 29

III.3) Structure du PIB 31

III.4) Le commerce international..... 33

Chapitre IV : Les facteurs de blocage de la croissance économique de Madagascar	35
IV.1) Les déficiences du facteur travail.....	35
IV.2) Les facteurs culturels et politiques.....	38
Conclusion	40
Annexes	i
Bibliographie	iii

Listes des tableaux

<u>Tableau 1 : PIB Madagascar</u>	28
<u>Tableau 2 :Inflation domestique (% de Variation)</u>	29
<u>Tableau 3 : Poids des secteurs dans le PIB</u>	30
<u>Tableau 4 : Taux de croissance par branche d'activités</u>	31
<u>Tableau 5 : Structure du PIB</u>	32
<u>Tableau 6 : Taux de croissance réel de l'économie, de la consommation et de l'investissement</u>	33
<u>Tableau 7 :Balance commerciale (en millions de DTS)</u>	33
<u>Tableau 8 : Evolution de l'exportation en volume (en millier de tonnes)</u>	34

Liste des abréviations et acronymes

INSTAT :	Institut National de la Statistique
IPC :	Indice Pasch à la consommation
MFB :	Ministère de la finance et du budget
PIB :	Produits intérieur brut
PNUD :	Programme des Nations Unies pour le développement
QMM :	Qit Madagascar Minéraux

Introduction

Selon le rapport mondial de développement humain de la PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement), l'écart qui existe, en termes de développement et de croissance, entre les pays développés et les pays en voie de développement s'agrandit de plus en plus. Depuis 1960, l'écart entre les ¹20% les plus pauvres et les 20% les plus riches a plus que doublé. Ces derniers détiennent plus de 80% de la richesse mondiale et s'enrichissent davantage. Tandis que les pays du Sud s'appauvrissent de plus en plus. Leur revenu tend toujours à la baisse et a pour conséquence l'affaiblissement de leur croissance économique. Ce phénomène est surtout enregistré dans les pays d'Afrique Subsaharienne.

Depuis longtemps, l'Afrique a toujours été reconnue en tant que fournisseur de mains d'œuvre et de matières premières de bon marché. De ce fait, elle a connu une fuite de ces ressources qui auraient pu être utilisées à ses avantages dans son développement et sa croissance. Elle demeure le continent le plus pauvre malgré qu'elle possède les régions les plus riches en ressources.

Madagascar n'en échappe pas à cette caractéristique de l'Afrique. Il a été constaté, par la Banque Mondiale et l'INSTAT (INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE), que la croissance économique de la Grande Ile est faible et se traduit par l'appauvrissement de sa population. Voilà pourquoi, il est intéressant de faire l'analyse de la croissance économique de Madagascar.

La question primordiale qui se pose est : Quels sont alors les facteurs explicatifs de cette faiblesse de la croissance de Madagascar ?

Les raisons peuvent être nombreuses mais pour ne pas avancer des réponses hâtives, il est préférable de diviser ce mémoire, pour l'obtention de maîtrise en Science économique, en deux parties.

¹ RAZAFINDRAKOTO Raymond, *Développement rapide et durable de Madagascar : est-ce une utopie ?*, IPA imprimerie Août 2006, p 11

La première sera consacrée à mettre en exergue les bases théoriques pour l'analyse de cette croissance, où il sera vu les facteurs explicatifs de la croissance et les débats sur la croissance.

Dans la deuxième partie, l'analyse proprement dite de la croissance économique à Madagascar sera développée. Il sera préconisé dans cette partie les facteurs favorisant la croissance économique de la Grande Île. Et enfin, les facteurs de blocage de la croissance de Madagascar seront présentés.

Partie I : L'approche théorique de la croissance économique

Avant de pouvoir entamer l'analyse de la croissance économique de Madagascar, il est nécessaire d'avoir une base théorique de la croissance économique.

Mais qu'est ce que la croissance ?

Selon Kuznets (prix Nobel en 1971), « la croissance économique est essentiellement un phénomène qualitatif. À cet effet, on peut définir la croissance économique d'une nation comme un accroissement durable de la population et du produit par tête »²

Elle est donc définie comme étant un accroissement de la production nationale, une hausse continue en volume et sur une longue période de la production. Les notions de continuité et de période sont importantes car si la hausse est temporaire et ne se fait que sur une courte période, ceci est une expansion économique et non une croissance.

La croissance a, donc, des critères quantitatifs. Et elle est une condition sine qua non au développement qui, lui, inclut des critères qualitatifs.

La détermination des facteurs de la croissance est alors basée sur ces définitions. C'est-à-dire tous ceux qui peuvent influencer sur la hausse de la production sont considérés comme facteurs déterminants de la croissance.

² MONTOUSSE Marc, *Théories économiques*, Ed. Bréal, Paris, 1999, p65.

Chapitre I : Les facteurs de la croissance économique

Il peut être distingué deux types de croissance économique : la croissance potentielle et la croissance réelle. Par conséquent, il est aussi nécessaire de différencier les facteurs qui déterminent ces deux types de croissance.

I.1) Les facteurs déterminants de la croissance potentielle

Les principaux facteurs de la croissance potentielle sont le travail, le capital, le progrès technique et l'investissement. Une variation sur ces derniers a un impact sur le niveau de croissance.

I.1.a) Le capital

Pour les classiques, le capital, que se soit capital foncier (toutes les ressources que la nature peut donner) ou capital technique (typiquement les machines fabriquées par l'homme), est source de richesse.

Ce concept est repris par Marx. Il explique que le « *capital C se décompose en deux parties : une somme d'argent c (capital constant), qui est dépensée pour les moyens de production, et une autre somme d'argent v (capital variable) qui est dépensée en force de travail.* »³ Ce capital est incorporé dans le processus de production et une fois le processus terminé, un nouveau capital $C' = C + p$ (p étant le plus value ou le profit) est généré. Notons que le plus value ou profit p fait partie de la production nationale. Donc, chaque fois que le capitaliste consomme un capital, il génèrera un plus value p et par conséquent une augmentation de la production nationale.

De même pour Eugen Von Böhm-Bawerk, le capital qui est un détour de production est source d'accroissement de la production. En effet, l'entrepreneur en renonçant à une consommation présente – produire des biens de consommation – pour investir dans la production de bien d'équipement voit dans le futur une consommation plus forte.

³ KARL Marx, *le Capital I*, ED Progrès Moscou, 1982, p 494

Pour les néo-classiques, le capital K fait partie intégrante de la fonction de production. D'après la célèbre fonction de production de Cobb-Douglas, la quantité Q produite est fonction du capital K et du travail L

$$Q = f(K, L)$$

$$Q = L^{\alpha} K^{1-\alpha}$$

α et $1-\alpha$ sont deux variables telles que : $0 < \alpha < 1$ et $\alpha + (1-\alpha) = 1$

Par conséquent : $dQ/d(K, L) = dQ/dK + dQ/dL$

La variation de la production dépend donc des variations du capital et du travail.

I.1.b) Le travail

Pour les néo-classiques, le travail et le capital sont substituables. C'est-à-dire qu'une certaine quantité de capital peut être remplacée par une certaine quantité de travail, et vice versa, tout en gardant un même niveau de production.

À cet effet, l'économie est nécessairement en situation de plein emploi parce qu'un excédent d'offre de travail entraînerait sur le marché, par la loi de l'offre et de la demande, une baisse du salaire (du coût du facteur travail) qui incitera l'entrepreneur à utiliser plus de travail que de capital. Ce mécanisme se maintient jusqu'au plein emploi.

La quantité de travail disponible sur le marché peut être assimilée au taux de croissance démographique. En effet, un accroissement de la population ou plus précisément de la population active augmente l'offre de travail disponible pour la production. Et selon la fonction de production néo-classique, cette variation de la quantité de travail peut augmenter la production et donc une croissance économique.

Mais aussi, comme l'a annoncé Becker en 1964 dans *Human Capital, a Theoretical and Empirical Analysis*, la qualité de travail, mesurée par la qualification de la main d'œuvre, l'amélioration des conditions sanitaires et l'éducation, accroît sa productivité et par suite logique, agit favorablement sur la croissance économique.

Cependant, Robert M. Solow a démontré que la fonction de production de Cobb-Douglas n'explique pas la croissance mais une situation d'équilibre. Donc pour apporter une amélioration de cette fonction, il a introduit un troisième facteur qui est le facteur résiduel ou le progrès technique.

I.1.c)Le progrès technique

Le progrès technique, selon Solow, est assimilé au facteur temps dans la fonction de production. C'est-à-dire qu'avec le temps, l'agent économique peut acquérir, par exemple, des connaissances scientifiques appliquées à la production ou une innovation pour accroître la production ou bien des expériences qui amplifient la qualité de main d'œuvre et donc la productivité du travail.

En général, le progrès technique est un facteur exogène ou mieux un facteur non inclus dans la sphère économique mais qui a des impacts sur le processus économique.

En effet, selon Carré, Dubois et Malinvaud, le *résidu* (la part de la croissance non expliquée par les facteurs de production) « *traduit pour l'essentiel l'effet du progrès technique et de l'amélioration qu'a connue la gestion des entreprises et de l'économie* »⁴.

De même, Schumpeter place le progrès technique et l'innovation au cœur du processus de croissance mais considère qu'il est un facteur endogène. Ceci du fait que l'entrepreneur, toujours en quête de profit, cherche à innover incessamment ces facteurs de production. Et pour cela, il doit investir.

I.1.d)L'investissement

L'investissement est assimilé à l'accumulation de capital fixe c'est-à-dire une augmentation du volume de capital utilisé dans le processus de production en vue d'une augmentation du volume de la production.

⁴ MONTOUSSE Marc, *Théories économiques*, Ed Bréal, Paris, 1999, p68.

Dans toutes les théories économiques, l'investissement tient un rôle particulier dans la détermination de la croissance économique.

Ainsi, pour Keynes et les keynésiens, deux types d'investissement doivent être distingués : l'investissement autonome et l'investissement induit par le multiplicateur. Ces investissements ont pour source l'épargne préalable, la création monétaire ou de l'État.

Dans la théorie keynésienne, la demande effective est composée par la consommation et l'investissement. C'est dans cette optique que l'investissement a un effet multiplicateur sur la production et sur l'emploi. En effet, une augmentation supplémentaire de l'investissement donne naissance à un cercle vertueux pour l'augmentation de la production. Ce concept a été présenté par Richard Kahn en 1931 et a été repris par Keynes. Un investissement suppose l'achat d'un bien d'équipement et donc une augmentation de la demande de ce bien, d'où une augmentation de la production, du revenu, de la demande (et cette fois ci pas seulement de bien d'équipement), de la production ...

Keynes affirme que plus la part du revenu destinée à la consommation, qu'il appelle « propension marginal à consommer », est grande, plus l'effet du multiplicateur est important.

Pour les libéraux qui considèrent que c'est l'offre qui détermine la demande, la production effective est égale à la production potentielle, il suffit donc d'investir plus pour produire davantage. D'ailleurs, Jean-Baptiste Say écrivait « *remarquez en outre qu'il est impossible d'assigner une limite à la puissance qui résulte pour l'homme de la faculté de former des capitaux ; car les capitaux qu'il peut amasser avec le temps, l'épargne et son industrie, n'ont point de bornes.* » (*Traité d'économie politique*, Livre I, chapitre XII).

Albert Aftalion, quant à lui, met l'accent sur le rôle de l'investissement dans les fluctuations économiques. À cet effet, il affirme dans son œuvre *les Crise périodiques de surproduction* que « *de faibles fluctuations dans les quantités de biens de consommation peuvent ainsi être à la source de fluctuations très considérables dans les industries productrices de capitaux fixes. Il suffit d'insensibles oscillations à la base de la pyramide économique pour déterminer de terribles ébranlements, des écroulements retentissants*

*parmi les constructions qui sont au sommet.»*⁵ Ceci permet d'expliquer une grande partie de l'instabilité de la croissance économique.

Ceci étant dit, les facteurs de production ne déterminent que la croissance potentielle, c'est-à-dire la croissance qui peut être réalisée. Il reste à savoir donc les facteurs de la croissance effective, celle qui se réalise en réalité.

I.2) Les facteurs de la croissance effective

Selon Kuznets, il importe de distinguer « ce qui rend la croissance possible » de « la manière dont elle se produit effectivement ». En effet, il existe des facteurs qui enthousiasment la production et conduit à la croissance réelle. A vrai dire, il y a des structures favorables à la croissance et ils peuvent être classés en deux : les structures économiques et les structures non économiques.

I.2.a) Les structures économiques

Les structures économiques regroupent la demande globale, l'intérêt de l'entrepreneur, les structures de financement et l'industrialisation.

• La demande globale

Dans le concept keynésien, l'entrepreneur n'est incité à produire que quand il est sûr de trouver un débouché, plus précisément quand la demande existe. La demande globale est constituée de demande de consommation, de demande d'investissement, de demande de l'État et de demande extérieure (c'est-à-dire l'exportation).

La demande anticipée par l'entrepreneur ou demande effective est source de croissance car l'entrepreneur en anticipant une demande future va produire pour satisfaire celle-ci. En effet, une augmentation supplémentaire de la demande a un effet multiplicateur sur la production (qui pour Keynes est assimilée au revenu) : une augmentation de la

⁵ MONTOUSSE Marc, *Théories économiques*, Ed Bréal, Paris, 1999, p70

demande incite l'entrepreneur à produire, d'où il y a augmentation du revenu. Et par conséquent, une augmentation du pouvoir d'achat qui se traduit par une nouvelle augmentation de la demande, de la production et ainsi de suite.

La demande met donc en évidence le phénomène de croissance auto-entretenu, ce qui mène à dire qu'elle est un cercle vertueux et que la crise est un cercle vicieux.

Wassily Leontief (prix Nobel 1973 Prix Nobel 1973) en créant le tableau « *input/output* » ou le tableau des échanges démontre l'interrelation entre les différentes branches de l'entreprise. Cette interrelation est mesurée par le coefficient technique défini par le rapport de la consommation intermédiaire d'un produit et la production d'une branche.

Pour mieux illustrer cette interrelation, prenons l'exemple d'une entreprise œuvrant dans le bâtiment. Supposons que la construction d'un bâtiment nécessite quatre (04) éléments de construction : les fers, les briques, les bois et les bétons. Une augmentation de la demande en bâtiment entraîne une augmentation des demandes en consommation intermédiaire dans cette activité c'est-à-dire une augmentation de la demande de fer, de brique, de bois, de bétons. Le même effet se reproduira dans chacun des accroissements de la demande de consommation intermédiaire de ces derniers Biens.

On peut constater qu'une entreprise qui consomme beaucoup de biens intermédiaires a un effet d'entraînement sur le reste de l'économie. La consommation intermédiaire a donc un effet important sur la croissance.

Par conséquent, les secteurs à fortes consommations intermédiaires sont des secteurs moteurs de l'économie. Tel est le cas du chemin de fer démontré par Robert W. Fogel.

Pour François Perroux, la croissance ne se répartit pas régulièrement sur le territoire national. C'est seulement dans certaine branche d'activité ou une région du territoire national que la croissance apparaît. Mais comme l'effet qu'a un caillou en entrant en contact avec la surface de l'eau, cette croissance va provoquer des ondes qui se propagent autour d'elle et créant ainsi une vague de croissance.

Perroux qualifie ces unités motrices de « pôle de croissance » quand il est instauré automatiquement et « pôle de développement » quand c'est l'État qui, par une politique d'industrialisation, l'instaure.

Bref, la demande a un effet non négligeable sur la croissance. Mais qu'en est-il du côté de l'offre ?

• **L'intérêt de l'entrepreneur**

Dans la théorie classique et néo-classique, le mobile de l'entrepreneur est la recherche de profit. L'entrepreneur en offrant son produit sur le marché voit dans le futur un certain niveau de profit.

Adam Smith, avec le principe de « laisser faire, laisser passer », de la main invisible et de la division de travail, développe que l'intérêt personnel de l'entrepreneur mène vers l'intérêt général. En effet, en cherchant à augmenter son profit, il va produire plus et ceci avantage tout le monde car pour obtenir son produit, il devra consommer les produits des autres et les autres entrepreneurs feront de même.

Les néo-classiques, eux, avancent que le coût marginal (c'est-à-dire le coût engendré par la dernière unité produite) est croissante et que l'entrepreneur a intérêt à produire tant que ce coût est inférieur au prix de vente. Ainsi, le profit maximal est atteint quand le coût marginal est égal au prix de vente. D'où, en cherchant à maximiser son profit, l'entrepreneur va produire jusqu'à ce que le coût marginal soit égal au prix de vente. Donc, il y aura croissance tant que la condition de maximisation du profit ne sera pas atteinte

Dans le même principe, Schumpeter explique que la volonté de l'entrepreneur à créer un royaume privé, à rechercher le profit, le pousse à innover son processus de production et supprime ainsi les obstacles pour les autres (exemple, le coût de la recherche élevé) et non seulement dans sa branche d'activité mais dans les autres aussi. Et dans un monde de concurrence et d'imitation, l'entrepreneur qui veut garder donc le profit est obligé d'innover incessamment sa routine de production.

Ainsi, l'entrepreneur en quête de profit est « *le moteur du progrès technique qui lui est le moteur de la croissance économique.* »⁶

Cependant, le progrès technique ne se réalise pas tout seul. Il faut investir, savoir où trouver le financement de celui.

- **Les structures de financement**

Pour les physiocrates, le financement du progrès, particulièrement agricole, provient des avances qui sont une partie gardée du résultat de sa production pour financer la prochaine récolte.

Pour les néo-classiques comme les keynésiens, l'investissement est l'injection de l'épargne dans l'économie. Pour que quelqu'un puisse augmenter ses avoirs, il faudra qu'une autre personne épargne.

Il existe deux systèmes qui permettent de transformer l'épargne en investissement. Ce sont le système bancaire et le système financier.

Pour le premier système, l'investissement de l'épargne peut se faire soit par le crédit ou la création monétaire, provenant des dépôts des autres clients, soit par le principe de responsabilité limitée. Pour ce dernier, les sociétés anonymes ou les sociétés à responsabilité limitée émettent des titres et des actions qu'elles placent à la Banque d'Affaire. Le public, les épargnants, en achetant ces actions deviennent actionnaire propriétaire, et a droit à la gestion et à la distribution des dividendes. Mais leurs responsabilités sont limitées au montant de leur apport.

Pour le second système, la mutation de l'épargne en investissement se fait dans le marché des capitaux ou à la bourse des valeurs mobilisées. Les épargnants qui détiennent des obligations ou des actions peuvent transformer celles-ci en argent liquide immédiatement ou attendre chaque fin de période d'activité pour empocher les dividendes. Dans tous les cas, l'achat des actions ou obligations transforme l'épargne en

⁶ MONTOUSSE Marc, *Théories économiques*, Ed Bréal, Paris, 1999, p73.

investissement parce que l'émetteur d'action ou d'obligation utilisera la somme perçue aux marchés des capitaux aux financements de l'amélioration de sa production.

Quoiqu'il en soit, l'épargne permet toujours de financer le progrès, d'accroître la taille de la production ou d'industrialiser les travaux artisanaux. Ce qui signifie un accroissement de la production et donc une croissance.

- **L'industrialisation**

L'industrialisation est l'étape nécessaire à la croissance. En effet, l'histoire économique démontre que toute croissance, développement économique sont passés par l'industrialisation.

Elle conduit à la production de grande quantité qui permet la réalisation de l'économie d'échelle, c'est-à-dire la réduction du coût de production, et à la rationalisation du processus de production. Elle permet aussi d'augmenter le niveau de la productivité, par exemple la robotisation de la production.

Elle permet entre autre d'avoir une régularité de la production et favorise l'application des économies externes ou externalité positive c'est à dire une amélioration de la production apportée par l'extérieur. Ainsi les réseaux routiers, les infrastructures portuaires comme celles qu'établit la société QMM (Qit Minerals Madagascar) à Madagascar, produisent des avantages pour les autres entrepreneurs.

Comme il a été dit précédemment, l'industrialisation conduit à une production de quantité et donc pour optimiser la croissance, il est aussi nécessaire d'avoir une demande au moins équivalente à cette production. Voilà pourquoi, il est opportun d'élargir le marché dans les autres contrées, autres territoires, ce qui veut dire s'ouvrir sur le marché international.

- **L'environnement international**

L'ouverture au commerce international joue un rôle essentiel dans la croissance économique.

Adam Smith dans son œuvre, apparue en 1776, intitulé *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, cherchent à déterminer les moyens d'accroître la production afin d'enrichir la nation. A part la main invisible, il préconise la division du travail qui conduit à la spécialisation internationale par l'intermédiaire du libre échange et de la concurrence internationale. Ces dernières motivent les entrepreneurs en quête de richesse à « *employer son capital à faire valoir l'industrie nationale et de diriger cette industrie de manière à lui faire produire la plus grande valeur possible* »⁷.

Donc, la concurrence internationale conduit nécessairement à l'Économie d'échelle et à la production de grande taille, d'où la croissance.

Certes, la demande globale, l'intérêt de l'entrepreneur, la structure de financement, l'industrialisation, l'environnement international, bref des structures économiques favorisent la croissance. Par contre, il existe d'autres structures non économiques qui influent sur la croissance.

I.2.b) Les structures non économiques favorables à la croissance

Ces structures sont considérées comme exogènes du processus économique. Par contre, leur existence contribue à l'épanouissement de l'économie. On distingue trois facteurs : les facteurs juridiques et sociaux, les facteurs politiques et les facteurs culturels.

• Les facteurs juridiques et sociaux

Ces facteurs sont essentiels au bon déroulement du processus économique pour que celui-ci ne se fasse pas dans un environnement archaïque.

D'un côté, il y a l'étroite relation entre l'échange et la croissance et de l'autre, le cadre juridique qui doit promouvoir l'échange.

⁷ MONTOUSSE Marc, *Théories économiques*, Ed Bréal, Paris, 1999, p13.

A cet effet, le cadre juridique doit être rationnel, cherchant à faciliter l'échange afin de promouvoir la croissance, et stable, accepté par tout le monde et invariable pour ne pas créer de bouleversement.

Il est aussi important d'avoir une monnaie fiable, acceptée par tous et jouissant de la confiance de tout le monde.

En effet, une monnaie qui ne répond pas à ces critères constitue un facteur de blocage de l'échange et donc de la croissance. Tel a été le cas de la monnaie allemande après la première guerre mondiale. La présence de la pénurie de produits en ce temps avait engendré une hausse flagrante du prix d'où une hyperinflation (un taux plus de 100%). Ce qui provoque à son tour, la disparition de la monnaie et le retour au troc, une situation qui ne permet pas l'accroissement de la production nationale.

Un facteur sociologique non négligeable est la mobilité de travail tant au point de vue géographique que par secteur. Celle-ci permet un transfert de compétence c'est-à-dire les savoirs faire acquis par les individus se transmettant entre eux. Cette liberté au travail est surtout observée dans les politiques appliquées dans les pays développés tels que les États Unis d'Amérique.

• **Les facteurs politiques**

Les facteurs politiques tels que l'unité nationale, la solidarité nationale ou sensation d'appartenir à une Nation facilite la gouvernance d'un pays. Et le gouvernement ou le pouvoir central doit être forte, c'est-à-dire doté d'un politique central capable d'organiser de façon rationnelle la société, et composé d'administration et services publics plus efficaces. Ces derniers doivent être plus efficace tant en qualité de service que de coûts car ils constituent des inputs pour le secteur privé.

Par exemple, lors d'une création d'entreprise si les administrations et services publics travaillent bien et ils accélèrent ainsi les procédures nécessaires à cette fin. Ce qui constitue un encouragement à la prolifération des entreprises.

La stabilité politique constitue aussi une des facteurs influant de la croissance. En effet, les crises politiques peuvent entraîner une crise économique ceci du fait que les investisseurs sont effrayés par les troubles que celles la peuvent causer. Ce qui a pour conséquence, une baisse du taux d'investissement et un ralentissement de la croissance. Il est donc indéniable que « *le système politique joue un rôle décisif, car c'est à son niveau que les règles du jeu économique formelles sont établies et leur application contrôlée.* »⁸

Par ailleurs, la politique et la juridiction sont tous deux basés sur la culture. Voilà pourquoi il ne faut pas oublier les facteurs culturels de la croissance.

- **Les facteurs culturels**

Par définition, la culture est l'ensemble de phénomènes matériels et idéologiques propres à un groupe social donné. Les économistes institutionnels considèrent la culture comme une institution qui tient une place importante dans l'économie.

North Douglas qui définit l'institution (culture) comme « *un ensemble historique hérité, dans un pays et à une époque donnée : c'est la matrice institutionnelle.* »⁹ Cette dernière « *ne se limite pas aux institutions économiques, mais elle inclut les institutions politiques et juridiques, l'ensemble du réseau de règles formelles et informelles interdépendantes, propres à chaque économie, conditionne son évolution, dépendante du chemin historique suivi, et ses performances en termes de croissance à long terme* »¹⁰.

En d'autres termes, ce sont les modèles mentaux et idéologies (c'est-à-dire la croyance) qui définit le cadre institutionnel de la politique et de l'économie. Par suite, ceci va créer une structure d'incitation qui poussera les agents économiques à établir des organisations et des politiques qui conditionneront à leurs tours la performance économique.

⁸ CHAVANCE Bernard, *l'économie institutionnelle*, Ed La Découverte, Paris, 2007, p71

⁹ CHAVANCE Bernard, *l'économie institutionnelle*, Ed La Découverte, Paris, 2007, p 70

¹⁰ CHAVANCE Bernard, *l'économie institutionnelle*, Ed La Découverte, Paris, 2007, p71

Tel a été le cas aux Etats-Unis avec le protestantisme qui voyait la richesse comme une bénédiction divine et la pauvreté comme un péché. Ce qui motiva les gens à travailler fort pour avoir la grâce divine et pour ne pas pécher.

En bref, pour qu'il y ait croissance, il faut disposer des facteurs de productions tels que le travail ou la main d'œuvre, le capital, le progrès technique et l'investissement. Et pour la rendre effective, il faut tenir compte des structures économiques – à savoir la demande globale, l'intérêt du producteur, les structures de financement, l'industrialisation et l'environnement international – et des structures non économiques tels que les facteurs politiques, juridiques, sociaux et culturels.

Mais pour une analyse complète de la croissance, il nous faut maintenant voir les différentes théories qui mettent en relation ces différents facteurs dans le long terme.

Chapitre II :Les débats sur la croissance

L'analyse de la croissance économique se fait sur une longue période et dans un contexte dynamique.

On distingue généralement deux types de théorie sur la croissance : les anciennes théories, élaborées dans un contexte d'équilibre déterminant les caractéristiques de la croissance, et les nouvelles théories qui sont élaborées dans un contexte de crise.

II.1) Les anciennes théories de la croissance

Ces théories avancent que la croissance a des déterminants exogènes c'est-à-dire des facteurs qui ne sont pas inclus dans le processus économique. L'existence de ces facteurs explique le débat dans ces anciennes théories qui sont centrées sur le caractère équilibré ou non équilibré de la croissance.

Les principaux acteurs sont HARROD, DOMAR, KALDOR, ROBINSON et SOLOW.

II.1.a) Le modèle d'HARROD-DOMAR

Roy Forbes HARROD (1900-1978) comme tous les keynésiens affirme la possibilité de sous emploi dans la croissance c'est-à-dire un accroissement de volume de production sans que toutes les mains d'œuvre disponibles soient utilisées. Selon lui, ce phénomène est dû aux différents déterminants de la croissance qui le mène à différencier trois types de croissance à savoir :

- le taux de croissance effectif correspondant à ce qui se réalise vraiment, qu'on note $g = \Delta Y / Y$
- le taux de croissance garanti qui assure l'équilibre entre l'épargne et l'investissement. Selon Keynes, l'offre est fonction de la demande effective c'est-à-dire qu'un accroissement de l'offre ne peut exister que si l'entrepreneur voit dans l'avenir une augmentation de la demande effective signifiant que l'investissement (accroissement de capital fixe) résulte de l'anticipation des entrepreneurs.

Par conséquent, l'égalité entre épargne et investissement est fruit du hasard du fait que l'épargne est une partie du revenu.

$$S=sY$$

Où S : épargne

s : propension marginale à épargner

Y: revenue

$$I=\Delta K/K \quad (\text{car l'investissement est considéré comme une accumulation de capital fixe})$$

$$g_w=I=S \Leftrightarrow \Delta K/K=sY$$

Donc, il y a peu de chance pour que le taux de croissance effectif g soit égal au taux de croissance garanti g_w . Mais même dans ce cas, cela ne garanti en rien l'utilisation de toutes les mains d'œuvre disponibles.

- le taux de croissance naturel est le taux auquel la population active est entièrement utilisée. C'est-à-dire une égalité entre le taux de croissance démographique et la croissance elle-même.

L'idéal est donc l'égalité entre ces trois taux. En d'autre terme, une croissance qui permet l'utilisation de toute la population active et la pleine utilisation du capital.

Le problème est que la rencontre entre l'anticipation des entrepreneurs et les revenus issus des ménages reste peu probable. En outre, la démographie et le progrès technique sont des données extérieures à la sphère économique. « *Une croissance à la fois équilibrée et de plein emploi ne peut donc que résulter du hasard.* »¹¹

Quant à Evsey DOMAR, il porte son analyse sur la difficulté de réaliser une croissance équilibrée en tenant compte de la théorie keynésienne des investissements.

¹¹ MONTOUSSE Marc, *Théorie économique*, Ed Bréal Paris 1999, p74

Selon lui, l'investissement a deux effets : un effet de demande et un effet de capacité.

L'effet de demande d'investissement ou effet *ex ante* induit une augmentation de la demande totale entraînant ainsi une augmentation de la production dont l'amplitude dépend de la propension marginale consommée.

$$Y = I / (1 - c)$$

Cette augmentation est due au fait que pour qu'une entreprise puisse investir, il faut qu'une autre produise.

L'effet de capacité ou l'effet *ex post* permet une augmentation de la quantité de capital utilisée et donc de la capacité productive. En d'autre terme, elle est déterminée inversement par la part de capital dans le revenu qu'on appelle souvent coefficient technique v ($v = Y/K$).

Une croissance équilibrée se traduit pour DOMAR par l'égalité entre ces deux effets.

Bref, pour HARROD et DOMAR donc, la croissance équilibrée est une croissance au « fil du rasoir » c'est-à-dire qu'il y a peu de chance pour arriver à une croissance équilibrée et y rester procède du hasard.

II.1.b) Le modèle de KALDOR et ROBINSON

Ce modèle permet de résoudre le problème du fil du rasoir posé par le modèle d'HARROD et DOMAR par l'ajustement du niveau de l'épargne.

Pour Nicolas KALDOR (1908-1986), le problème vient du fait que la répartition du revenu entre l'épargne et le profit défavorise la première. Pour lui, cette épargne n'est donc plus indépendante, mais dépend, du revenu global et de la répartition de celle-ci. En d'autre terme, l'investissement et l'épargne sont donc une fonction du profit.

La solution au problème du fil du rasoir se fait selon lui par une épargne forcée ou une répartition en faveur des profits si l'épargne est inférieure à l'investissement. Au niveau du marché, si ce dernier cas se réalise, ce qui veut dire que l'offre est inférieure à la demande (l'entreprise veut augmenter son investissement mais il n'y a pas assez d'épargne pour financer son investissement), le niveau du prix va augmenter et si le salaire reste inchangé, et en tenant compte que le revenu est distribué entre le profit et l'épargne, le profit va donc augmenter et comme l'épargne est fonction du profit, elle va de ce fait augmenter. Et inversement si l'épargne est supérieure à l'investissement.

Pour Joan ROBINSON (1903-1983), c'est le profit qui finance l'investissement et motive celui-ci. Mais il existe une interaction entre l'investissement et le profit, pour que le sentier de croissance équilibrée se réalise, telle que *« l'effet du profit sur l'investissement doit être compatible à l'effet de l'investissement sur le profit, c'est-à-dire que le taux de profit engendré par le taux d'investissement doit être précisément celui qui tend à engendrer le même taux d'investissement. »*¹²

Pour KALDOR et ROBINSON, la solution au problème du fil de rasoir est donc la répartition du revenu. Pour le premier, elle doit assurer une croissance équilibrée en ajustant l'épargne à l'investissement et pour le second, un ajustement de l'investissement, source de profit, à l'investissement induit par le profit.

II.1.c) Le modèle néoclassique de croissance équilibrée

Ce modèle a été mis en place par SOLOW, il prend en compte les hypothèses suivantes : la production est une fonction du capital et du travail à coefficient variable (c'est-à-dire K/L est variable) ce qui sous entend que le capital et le travail sont substituables. On peut donc varier la combinaison productive au plein emploi des facteurs de production.

Il y a aussi l'hypothèse du rendement d'échelle décroissante (productivité marginale du capital décroissante).

¹² MONTOUSSE Marc, *Théorie économique*, Ed Bréal Paris 1999, p76

D'après Solow, l'erreur des théories précédentes est d'appliquer des hypothèses de l'analyse à courte période à une analyse de longue période. Et comme tout néoclassique, il considère que dans le long terme, les différents paramètres sont flexibles. A cet effet, si on laisse jouer le mécanisme du marché, l'équilibre s'instaure automatiquement.

En effet, si la croissance économique est supérieure à la croissance démographique ($s/v > n \Leftrightarrow g_w > g_n$), il y a donc pénurie de salaire se traduisant, selon la loi de l'offre et de la demande, par une hausse de salaire. Face à cette situation, les entrepreneurs préféreront utiliser du capital que du travail. Le coefficient de capital $v = K/Y$ augmente, ce qui va diminuer le rapport s/v qui tendra vers n et inversement si $s/v < n$.

La croissance est donc naturellement en équilibre si l'Etat n'intervient pas.

Le modèle de Solow utilise aussi la fonction de production et intègre dans son analyse le facteur temps, représentant le progrès technique qui est un facteur exogène, provenant de données extérieures à la croissance.

$$Y = A e^{rt} K^\alpha L^{1-\alpha}$$

r définit le résidu, α l'intensité capitalistique

La différentielle du logarithme népérien de la fonction de production donne :

$$\Delta Y/Y = r + \alpha \Delta K/K + (1-\alpha) \Delta L/L \text{ or } \Delta Y/Y = g \text{ et } \Delta L/L = g_n = n$$

La croissance g est donc égale à : $g = [r / (1+\alpha)] + n$.

Autrement dit, g est le taux de croissance équilibrée qui assure le plein emploi, parce que l'intensité capitalistique et la quantité de capital s'ajustent à la quantité de travail. La croissance a donc pour facteurs principaux la quantité de travail, désignée par le taux de croissance démographique, et le progrès technique.

Le modèle de croissance de Solow définit donc une croissance équilibrée. Mais ces facteurs – comme ceux d'Harrod, Domar, Robinson et Kaldor – sont exogènes, indépendant de la sphère économique.

C'est cette constatation qui différencie les anciennes théories de la croissance des nouvelles qui considèrent que les déterminants (le progrès technique, par exemple) sont endogènes.

II.2) La théorie de croissance endogène

Dans cette théorie qui a été élaborée dans un contexte de crise (fin 1980 au début 1990), l'intervention de l'Etat est légitime pour corriger les imperfections et gérer les déterminants endogènes de la croissance.

II.2.a) Les principes de la nouvelle théorie de la croissance

Dans les anciennes théories, la croissance était considérée comme un phénomène non cumulatif et a des déterminants exogènes. Les économistes de la théorie de la croissance endogène, quant à eux, pensent que ces déterminants (les facteurs résiduels) sont dépendants de la sphère économique.

Les théories de la croissance équilibrée utilisent les instruments d'analyse de la théorie libérale et elles mettent l'accent sur l'importance des effets externes en se référant aux analyses de Schumpeter.

En effet, Schumpeter affirme que les innovations progressives sont les conséquences de l'amélioration des innovations précédentes. Il considère que les innovations ne sont pas dues à l'initiative des chercheurs ou des ingénieurs mais celle de l'entrepreneur en quête d'une rente temporaire de monopole. Cette dernière est due à l'innovation apportée par l'entrepreneur dans son processus de production et comme le succès de l'innovateur est rapidement imité, pour garder sa rente de monopole, il est incité à innover au jour le jour.

A cet égard, le progrès technique est donc entièrement dépendant de la sphère économique.

Les théoriciens de la croissance endogène adoptent aussi l'hypothèse de la productivité marginale qui est constante. Ainsi la croissance peut être vue comme un phénomène auto-entretenu.

Mais le point à éclaircir reste les déterminants endogènes dont il est question.

II.2.b) Les déterminants endogènes de la croissance

Concernant ces déterminants, quatre sont à distinguer : l'accumulation des connaissances et l'accumulation de capital technologique de Paul Romer, l'accumulation de capital humain de Robert Lucas et les dépenses en infrastructure publique de Robert Barro.

• L'accumulation de connaissances

L'accumulation de connaissance a déjà été évoquée par Arrow en 1962 dans sa théorie de « *learning by doing* ». En effet, la production, la pratique accroissent la connaissance, les expériences ainsi que le savoir-faire. Ce qui augmente donc la productivité et par suite logique la croissance.

Cette accumulation a un effet cumulatif à cause des effets externes qu'elle dégage. Le résultat de celle-ci, due à l'effet d'imitation ou le turn-over d'une main d'œuvre ayant gagné en savoir-faire, profite non seulement la productivité privée mais aussi la productivité sociale.

• L'accumulation de capital technologique

Dans l'histoire, on constate que les pays à niveau technologique élevé ont déjà réussi leur développement. Il est donc indéniable que l'accumulation de capital technologique favorise la croissance.

Selon Paul Romer, inspiré de Schumpeter, l'innovation et la recherche-développement constituent le facteur résiduel cumulant la croissance. Il existe un effet de « *causalité cumulative* » (si on emprunte l'expression de Veblen) entre croissance et les efforts de recherche-développement : une recherche-développement a pour effet d'accroître la croissance et celle-ci incite une innovation plus performante que la précédente pour garder la rente de monopole.

Mais la recherche-développement a un caractère de bien collectif car leur coût est indépendant du nombre d'utilisateur et on ne peut faire aucune exclusion pour sa

consommation. De ce fait pour encourager les entrepreneurs en quête de la rente temporaire de monopole, l'Etat doit intervenir, par exemple en garantissant la recherche-développement par le système de brevet.

- **L'accumulation de capital humain**

La théorie de l'accumulation de capital a été initiée par Garry Becker (prix Nobel de l'économie en 1992). Il considère que l'éducation et la formation professionnelle sont des investissements.

Lucas affirme quant à lui que le stock de capital (le capital humain) est un facteur endogène. En effet, la croissance dépend des efforts de formation individuelle et sociaux qui dépend eux mêmes de la capacité à épargner. La croissance nécessite, donc, des sacrifices car pour pouvoir investir, il faut épargner et donc renoncer à une consommation présente.

Dans une économie où le niveau d'éducation est élevé, pour pouvoir trouver du travail, l'individu doit investir plus dans l'éducation qui accroîtra sa productivité et donc la croissance.

En outre, l'accumulation de capital humain a aussi des effets externes. Elle avantage à la fois l'individu qui investit dans la formation et la société par effet de réseau. L'efficacité de l'éducation est mesurée par l'interaction de l'individu avec d'autre personne de même niveau.

Par conséquent, *« la croissance est endogène et cumulative car la capacité en épargne de formation d'une économie dépend en grande partie du niveau de la production et donc de la croissance économique. »*¹³

¹³ MONTOUSSE Marc, *Théorie économique*, Ed Bréal Paris 1999, p 81

- **Les dépenses d'infrastructures publiques**

Les coûts de construction des infrastructures publiques (telles que la construction des routes, de barrage hydro-électrique, ...) sont toujours élevés pour être supportés par les entreprises privées alors qu'elles sont nécessaires à la production. L'Etat a donc pour rôle d'assurer la construction de ces infrastructures.

En règle générale, « *la contribution du secteur public à la croissance comprend les dépenses d'éducation (afin d'accroître le capital humain) et de recherche-développement, mais aussi celles d'infrastructures en matières de transport et de communication.* »¹⁴

Le maintien de l'investissement public dans une conjoncture difficile est ici justifié car elle est nécessaire à la croissance.

II.2.c) Justification de la légitimité de l'intervention de l'Etat

Comme il a été vu précédemment, les différentes accumulations dégagent des effets externes. La théorie économique affirme que le marché est inefficace face aux externalités. L'Etat a donc le devoir d'internaliser ces effets externes.

Avec les différentes accumulations, l'Etat a pour rôle de faire en sorte que tout le monde jouit des bénéfices de ces dernières. Ainsi, une politique de formation et d'éducation mise en place par l'Etat améliore l'efficacité du capital humain et facilite l'accumulation de connaissances. Mais aussi, il doit organiser l'accumulation technologique et y participer pour qu'une partie des connaissances technologiques reste une connaissance non brevetable et avantage à la fois l'agent qui se forme et son entourage professionnel.

Le but ici n'est pas de remplacer le secteur privé par le secteur public, mais de favoriser la croissance du premier en développant des infrastructures et en contribuant à l'accumulation des dits facteurs résiduels.

¹⁴ MONTOUSSE Marc, *Théorie économique*, Ed Bréal Paris 1999, p 82

Jusqu'à présent nous avons donc vu que la croissance a des facteurs qui la rend possible et des facteurs qui la motivent. Et les théories qui mettent en relation ces différents facteurs se différencient sur le point où elles ont un caractère endogène ou exogène, mais aussi sur le caractère d'être en équilibre ou non de la croissance. Il a aussi été exposé que l'intervention de l'Etat est quasi utile pour favoriser la croissance.

La prochaine préoccupation consistera à l'application de ces bases théoriques dans l'analyse de la croissance de Madagascar.

Partie II : L'analyse proprement dite de la croissance économique à Madagascar

La constatation est que Madagascar est actuellement un pays sous-développé, à revenu et à taux de croissance faible. Par contre, il est aussi vrai que ce pays a toutes les potentialités pour se développer : des ressources naturelles abondantes, beaucoup de main d'œuvre disponible ...

La divergence entre les réalités du pays nous mène à faire distinction des facteurs explicatifs de ce phénomène.

Ainsi dans un premier temps nous allons voir les facteurs explicatifs de la croissance économique malgache. Pour pouvoir dégager ensuite les facteurs de blocage de la croissance économique de Madagascar.

Chapitre III : Les facteurs explicatifs de la croissance économique malgache

Comme il a été expliqué dans le chapitre I, nombreux sont les facteurs expliquant la croissance économique. Afin d'en dégager ceux de l'économie malgache, nous allons voir la part de chaque secteur d'activité dans l'économie de la grande Île. Ensuite, la répartition du PIB (produit intérieur brut). Enfin le commerce international. Mais avant tout, il est nécessaire d'avoir les états de la croissance à travers le PIB.

III.1) L'évolution du PIB ou de la croissance

Le PIB est un agrégat macroéconomique utilisé par les organismes internationaux pour mesurer la croissance économique d'un pays. De plus, C'est l'agrégat le plus représentatif de l'économie. Il permet de cerner l'activité productive des unités institutionnelles résidentes.

Concernant le PIB de Madagascar, le tableau suivant illustre son évolution :

Tableau 1 : PIB Madagascar

Année	PIB nominal (milliards)		PIB réel (milliards)		Croissance (%)	Inflation (%)
	Ariary	Fmg	Ariary 1984	Fmg 1984		
2008	16 049	–	623	–	7,1	8,9
2007	13 760	–	582	–	6,2	9,6
2006	11 815	–	548	–	5	11,5
2005	10 092	–	522	–	4,6	18,3
2004	8 156	40 778	499	2 494	5,3	14,3
2003	6 779	33 885	474	2 370	9,8	2,8
2002	6 008	30 040	432	2 160	-12,7	15,2
2001	5 969	29 845	494	2 470	6	7,3
2000	5 377	26 885	466	2 332	4,8	9,8
1999	4 671	23 355	445	2 225	4,7	9,7
1998	4 070	20 350	425	2 125	3,9	8,5
1997	3 610	18 050	409	2 045	3,7	7,3

Source : INSTAT/Direction des Synthèses Economiques / 1 Ariary = 5 Fmg / Juin 2010

De 1997 à 2001, l'économie malgache a cru progressivement, passant de 3,7% à 6%. En 2002, Madagascar a connu une crise qui a fait chuter le taux de croissance à son

niveau le plus bas qui est de -12%. De plus, cette année reflète une flambée des prix avec 15,8% d'inflation.

L'année 2003 est marquée par une reprise exorbitante de l'activité économique où le taux de croissance atteint son niveau maximal de 9,8% associé à une stabilisation des prix avec un taux d'inflation négative de -1,7%. Après cette année jusqu'en 2005, une récession a marqué l'activité économique si l'on se réfère au taux de croissance qui est de 4,6%. En effet, au cours de cette année, la hausse des prix à la consommation côtoie les 18% qui dépasse même celle de l'année de crise.

Puis, de 2006 à 2008, l'économie se stabilise peu à peu où le taux de croissance passe de 5% à 7,1% et le prix à la consommation se stabilise aussi avec un taux d'inflation diminuant de 10,8% à 9,2%.

Tableau 2 : Inflation domestique (% de Variation)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
IPC (moyenne de période)	11,6	6,9	15,8	-1,7	13,8	18,4	10,8	10,3	9,2
IPC (glissement annuel de fin de période)	9,9	4,8	13,4	-0,8	27,0	11,4	10,9	8,2	11,1

Source : Ministère de l'économie et des Finances

A présent, une analyse plus détaillée de cette croissance par secteur d'activité peut être faite.

III.2) La part de chaque secteur d'activité

« Un secteur regroupe des entreprises de fabrication, de commerce ou de service qui ont la même activité principale (au regard de la nomenclature d'activité économique considérée). L'activité d'un secteur n'est donc pas tout à fait homogène et comprend des productions ou services secondaires qui relèveraient d'autres items de la nomenclature que celui du secteur considéré »¹⁵. A partir de cette définition, on peut différencier trois secteurs d'activité : le secteur primaire, le secteur secondaire et le secteur tertiaire.

¹⁵ <http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/secteur-d-activite.htm>

La connaissance de la participation de chaque secteur dans le PIB permet de savoir le secteur qui explique le plus la croissance économique de Madagascar.

Les données de l'INSTAT concernant cela sont les suivantes :

Tableau 3 : Poids des secteurs dans le PIB

Année	Part du secteur dans le PIB		
	Primaire	Secondaire	Tertiaire
2008	22,3	14,7	54,6
2007	23,4	14,8	53,7
2006	25,1	14,7	52,4
2005	25,7	14,3	51,4
2004	26,2	14,5	51,0
2003	26,8	14,1	51,6
2002	29,8	13,6	51,3
2001	25,7	13,5	53,8
2000	31,8	12,9	52,1
1999	27,2	12,2	52,3
1998	28,1	12,5	52,5
1997	29,2	12,4	52,0

Source : INSTAT / Direction des Synthèses Economiques / Juin 2010

D'après ce tableau, il est constaté que la contribution du secteur tertiaire présente une part importante dans le PIB. Ce qui veut dire que l'essentiel du revenu malgache est produit par le secteur des services.

Par ailleurs, on constate qu'entre la période 1997 à 2008, la part du secteur tertiaire et secondaire a augmenté progressivement allant de 52,0% à 54,6% pour la première et de 12,4% à 14,7% pour la seconde. Tandis que celle du secteur primaire, en moyenne, a diminué allant de 29,2% à 22,3%. Ce qui veut dire que le secteur primaire est de moins en moins rentable.

En outre, le poids du secteur secondaire dans le PIB est la plus stable avec une variation de 0,98 et le plus instable reste le secteur primaire avec une variation de 7,19. En d'autre terme, il est plus intéressant de faire une analyse à partir du secteur secondaire qu'avec le secteur primaire.

D'ailleurs, la croissance du secteur secondaire est positivement corrélée avec la croissance économique. C'est-à-dire que le PIB est sensible à la variation du taux de croissance du secteur secondaire. Ceci se reflète dans le tableau suivant :

Tableau 4 : Taux de croissance par branche d'activités

	Secteur primaire	Secteur secondaire	Secteur tertiaire	Croissance PIB (en %)
2009	8,5	-7,4	-7,1	-3,7
2008	3,1	8,8	8,8	7,1
2007	2,2	9,8	7,8	6,2
2006	2,1	3,5	7,4	5,0
2005	2,5	3,0	6,1	4,2
2004	3,1	6,5	6,0	5,3
2003	1,3	14,5	10,6	10,2
2002	-1,3	-20,7	-15,0	-12,4
2001	4,0	7,5	6,2	6,0
2000	1,0	7,1	5,0	4,5

Source : Ministère des Finances et de l'économie

Si tel est la part de chaque secteur dans le PIB, avec notamment une part plus élevée de celle du secteur tertiaire et une corrélation positive du secteur secondaire et la croissance, comment se construit-elle ?

III.3) Structure du PIB

Le revenu national est composé de consommation et d'investissement qui se répartissent chacun dans le secteur public et le secteur privé.

Tableau 5 : Structure du PIB

Structure du PIB	Unité	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Consommation totale	%	95,6	97,8	94,5	95,1	90,7	89,4	88,8
Secteur privé	%	87,3	87,3	85,4	86,2	81,9	79,4	79,6
Secteur public	%	8,4	10,5	9,1	9,0	8,7	10,0	9,3
Investissement total	%	13,4	16,2	23,4	22,2	25,3	32,4	44,0
Secteur privé	%	9,5	9,0	13,4	13,5	14,7	25,4	34,3
Secteur public	%	3,9	7,2	10,0	8,7	10,5	7,0	9,7

Source : INSTAT/Direction des Synthèses Economiques /Juin 2010

Deux constatations peuvent être tirées :

- La part de la consommation dans le PIB est plus forte que celle de l'investissement. Ce qui signifie que la consommation contribue plus à la formation du revenu national que l'investissement. Toutefois, la part de l'investissement a augmenté progressivement entre 2002 et 2008
- C'est le secteur privé qui contribue le plus à la structure du PIB que ce soit dans l'investissement ou la consommation.

Selon les théories économiques, l'investissement tient une place importante dans la détermination de la croissance. Madagascar n'en échappe pas à cette règle.

En effet, la croissance est plus corrélée à l'investissement qu'à la consommation. Le cas le plus marquant est celui de l'année 2003 où l'investissement public atteint sa croissance maximum (124%) qui a eu le même effet sur la croissance économique. A noter que selon la théorie keynésienne, l'investissement public est assimilé à la dépense de l'Etat et qu'une augmentation supplémentaire des investissements produit nécessairement une augmentation de la production.

Effectivement selon le tableau 1 et le tableau 6, l'accroissement des investissements entraîne une augmentation de la production aux prix courants. Toutefois, le taux de croissance réel fluctue du fait de l'inflation.

Tableau 6 : Taux de croissance réel de l'économie, de la consommation et de l'investissement

Année	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Taux de croissance réel (en %)	6,0	-12,7	9,8	5,3	4,6	5,0	6,2
Consommation							
Consommation publique	20,7	-13,6	29,4	-11,4	7,1	-11,5	9,6
Consommation Privée	2,5	-3,0	8,9	2,0	-0,3	1,7	2,8
Investissement brut							
Investissement public	20,5	-51,0	124,3	36,8	-7,2	23,3	-0,1
Investissement privé	24,0	-29,5	17,4	36,0	28,1	16,5	45,1

Source : INSTAT/Direction des Synthèses Economiques

III.4) Le commerce international

La balance commerciale de Madagascar a toujours été déficitaire hormis celui de 2001. Ce qui signifie que les exportations n'arrivent pas à couvrir les importations. Ce qui peut se traduire par une fuite du revenu et une détérioration du terme de l'échange.

L'extrait de la balance de paiement suivant montre l'évolution de la balance commerciale :

Tableau 7 : Balance commerciale (en millions de DTS)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Trade balance	11,6	-90,5	-136,0	-296,0	-403,3	-366,3
Exports	757,9	375,0	672,8	673,2	578,5	667,7
Imports	-746,3	-465,5	-808,8	-969,2	-981,8	-1 034,0

Source : Ministère des Finances et de l'économie

Toutefois, l'exportation a généralement augmenté en volume. Cela traduit les efforts de production effectués par les entrepreneurs malgaches. En terme réel donc, la croissance de Madagascar a été réalisée si on tient compte de la définition de la croissance (augmentation permanent du volume de production) et de la théorie d'Adam Smith sur le commerce extérieur.

Cependant, en terme monétaire, l'accroissement du volume des exportations ne résout en rien le déficit de la balance commerciale. La fluctuation des valeurs en DTS des

exportations semble s'expliquer par la détérioration du terme de l'échange. Ce qui explique aussi l'écart grandissant entre l'importation et l'exportation en valeur.

Tableau 8 : Evolution de l'exportation en volume (en millier de tonnes)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Merchandise Exports	425,9	628,5	757,9	375,0	672,8	673,2	578,5	667,7
Exportations de Services non-facteurs	238,49	270,92	276,30	173,10	229,32	287,30	337,74	451,20
Exports of Goods & Nonfactor Services	664,40	899,44	1034,20	548,10	902,09	960,50	916,22	1118,89

Source : Ministère des Finances et de l'économie

En bref la croissance malgache est, d'après les données statistiques, liée au secteur tertiaire et au secteur secondaire malgré le fait que la population malgache est constituée de 80% d'agriculteurs. Par ailleurs, le revenu national, qui est l'instrument de mesure de la croissance, est en grande partie destiné à la consommation dont la plus grande partie est celle du secteur privé. Et enfin, comme la croissance sous-entend une augmentation du volume de production, il nous a été intéressant de voir aussi les exportations et les importations de Madagascar et il a pu être constaté un accroissement en volume des exportations, reflétant la production nationale, mais une diminution en terme monétaire.

Certes, le secteur secondaire et tertiaire, la consommation et l'investissement ainsi que les exportations reflètent la croissance économique malgache. Par contre, il existe des facteurs qui empêchent cette croissance d'atteindre son niveau maximum.

Chapitre IV :Les facteurs de blocage de la croissance économique de Madagascar

Il est indéniable que Madagascar connaisse une croissance mais elle est faible et parfois même négative. Cette faiblesse du taux de croissance peut être expliquée par le déséquilibre entre la croissance économique et la croissance démographique, l'insuffisance de l'accumulation en capital humain et d'autres facteurs culturels et politique.

IV.1) Les déficiences du facteur travail

Dans les pays en voie de développement tel que Madagascar, le nombre de population active est élevé et sous exploité du fait de la faible productivité du travail. Ce qui nous mène à considérer le déséquilibre entre la croissance économique et la croissance démographique ainsi que l'insuffisance de l'accumulation en capital humain.

IV.1.a) Le déséquilibre entre la croissance économique et la croissance démographique

D'après la théorie de la croissance déséquilibrée, l'idéal est d'avoir une croissance qui permet la pleine utilisation de la population active et la pleine utilisation du capital. C'est-à-dire une égalité entre le taux de croissance économique et le taux de croissance démographique. Ainsi, une croissance démographique améliorerait celle de l'économie.

Les statistiques sur Madagascar montrent que cette égalité n'est pas respectée. Il y a un déséquilibre en faveur de la croissance démographique.

Effectivement, les chiffres montrent que :

- *« de 1960 à 1975, le taux moyen de croissance, en terme réel, de PIB par habitant a été de 2,11%, donc inférieur au taux de croissance démographique estimé à 2,8% ;*
- *De 1975 à 1987, le taux moyen de croissance, en terme réel, de PIB par habitant a été de 0,50% donc très inférieur au taux de croissance démographique ;*

- De 1988 à 1990, le taux moyen de croissance, en terme réel, de PIB par habitant a été de 3,60%, donc légèrement supérieur au taux de croissance démographique (2,8%) ;
- De 1991 à 1995, le taux moyen de croissance, en terme réel, de PIB par habitant a été négatif »¹⁶

Pour remédier à ce déséquilibre, la théorie de la croissance équilibrée de Robert Solow suggère de laisser le mécanisme du marché joué son rôle car à long terme les prix s'ajustent par la loi de l'offre et de la demande.

Ainsi, pour le cas de Madagascar où la croissance démographique est supérieure à la croissance économique ($g_n > g_w$), la main d'œuvre disponible est abondante. Ce qui devrait faire diminuer le salaire et par conséquent inciterons les entrepreneurs à embaucher plus de travailleurs que d'utiliser du capital.

Or, la réalité n'est pas ainsi. Formellement, les salaires réels ont diminué, respectivement, de -20,6% et de -42,8%¹⁷ dans le milieu urbain et rural, entre la période 2001 et 2005. Par contre, le taux de chômage lui a augmenté. Ce qui signifie que la diminution des salaires n'a pas suffi pour augmenter l'embauche de main d'œuvre.

Un autre facteur peut expliquer cette réticence des entrepreneurs à employer plus de travail : c'est l'insuffisance de main d'œuvre qualifié, autrement dit de capital humain.

IV.1.b) L'insuffisance de l'accumulation en capital humain

Le capital humain, comme il a été défini précédemment, est l'ensemble de mains d'œuvre qualifiées. C'est-à-dire des travailleurs ayant un niveau d'absorption¹⁸ élevée qui ont investi dans la formation professionnelle et l'éducation. A part le capital physique, il

¹⁶ RAZAFINDRAKOTO Raymond, *Développement rapide et durable de Madagascar : est-ce une utopie ?*, IPA imprimerie Août 2006, p 18

¹⁷ Le tableau de variation des salaires réels est en annexe

¹⁸ Par niveau d'absorption, on entend la capacité des individus à s'acquérir, à s'adapter et à utiliser les nouvelles technologies

concourt à l'augmentation du volume de production. Ainsi, un ouvrier qualifié et expérimenté est plus productif qu'un autre n'ayant eu aucune formation.

Le niveau de capital humain peut alors être apprécié à partir du niveau d'étude ou de formation effectuée par l'individu. A Madagascar, les jeunes, qui sont les futures mains d'œuvre du pays, ne finissent dans l'ensemble que l'étude primaire. Peu d'entre eux bénéficient de formation professionnelle, ou finissent l'enseignement supérieur¹⁹. En effet, si nous prenons par exemple l'année 2006, seulement 9,3% de la population en âge de travailler avaient atteint l'enseignement secondaire de second cycle ou le niveau lycée, et 1,7% l'enseignement supérieur²⁰.

La première cause de ce non continuité des études est le coût lié à celles ci. Déjà que le revenu de la population est faible, les fournitures scolaires ne sont pas à la portée de tout le monde. De plus dans les campagnes où le moindre Ariary gagné est important, le coût d'opportunité est grand. La moitié des enfants âgés entre 10 et 14 ans déclarent travailler de temps en temps.

En outre, les exigences des entreprises ne permettent pas l'accroissement des compétences. En effet, seul les travailleurs ayant beaucoup d'expériences sont embauchés alors que les formations professionnelles ou continues coûtent chères. Ce qui engendre une perte de productivité freinant ainsi la croissance. De plus, ces exigences augmentent le taux de chômage et les chômeurs vont constituer un poids de plus pour leurs ménages, c'est-à-dire une bouche de plus à nourrir. Ce qui peut expliquer la forte part de la consommation dans le revenu national en défaveur de l'épargne et donc de l'investissement.

En effet, le revenu est divisé entre l'épargne et la consommation (théorie keynésienne). Si la consommation augmente, l'épargne diminuera forcément. Or pour qu'on puisse investir, il faut qu'une autre épargne. Par conséquent, une diminution de l'épargne a le même effet sur l'investissement qui est source de croissance.

¹⁹ Voir à ce propos le tableau en annexe

²⁰ RAMANANTOANINA Patrick Philippe, *Madagascar : vers un agenda de relance économique*, Banque mondiale, Juin 2010, p 276

Certes, l'insuffisance de l'accumulation en capital humain constitue un blocage à la croissance car elle entraîne une perte de productivité, une augmentation du chômage, un accroissement de la consommation, une diminution de l'épargne et de l'investissement. Par conséquent un frein à la croissance. Mais d'autres facteurs tels que les facteurs culturels et politiques bloquent aussi la croissance de Madagascar.

IV.2) Les facteurs culturels et politiques

En dernier et pas les moindres, les facteurs culturels et politiques sont des facteurs motivants ou non de la croissance économique.

IV.2.a) Les facteurs culturels

« La pesanteur de certains facteurs socioculturels, surtout dans certaines régions en ce qui concerne les rites économiquement coûteux ou les « fady » divers, rendant parfois difficile la recherche de points d'appui et ancrage aux efforts de développement » constitue un des problèmes handicapant la croissance du pays.

En effet, certains « fady » ou interdits ou tabous constituent des obstacles à la croissance. Ainsi, il existe des « fady » qui empêchent l'accumulation de capitaux. Par exemple, « si une poule pondait un œuf plus petit ou plus gros, il était tabou de la conserver ou d'utiliser son œuf. Ou il est tabou pour un pauvre de toucher de l'or, *a fortiori* de l'introduire chez lui. »²¹ Donc, la personne pauvre restera toujours pauvre car elle lui est tabou de garder chez elle des choses source de richesse.

En outre, les rites tels que les « famadihana » accaparent toutes les épargnes d'un ménage. A cet égard, « un mort qui n'a pas été retourné se manifeste à un membre de la famille au travers d'un rêve où il montre qu'il a froid, *mangatsiaka*. Il devient difficile à la famille d'échapper à la cérémonie malgré son coût élevé. »²² Ce qui fait que les épargnes effectués par le ménage sera affecté à la réalisation de la demande du mort. Donc, des

²¹ P. RANDRIANARISOA, *Madagascar et les croyances et coutumes malgaches*, 1959, p 42

²² RAMAMONJISOA Suzy, *Madagascar fenêtre*, Mye Madagascar, ed 2002, p 31

dépenses en consommation défavorisant l'investissement source de croissance économique.

IV.2.b) Les facteurs politiques

Certes, Madagascar est marqué par l'unité de son peuple, par le « fihavanana » qui constitue déjà pour lui un avantage, mais cela ne suffit pas. Il faut la volonté des dirigeants. En effet, on associe souvent à la cause des mauvaises performances « la mauvaise gouvernance reliée notamment à la mise en œuvre, après la crise politique de 1972, de politiques nationalistes et d'autarcie, caractérisées le plus souvent par les improvisations et le manque de coordination dans les actions de développement et surtout par l'insuffisance de la volonté politique à s'attaquer aux vrais problèmes handicapant le développement du pays »²³.

Effectivement, les gouvernements malgaches qui se sont suivis n'ont jamais mis en place des plans de développement propre à Madagascar. Les politiques économiques qui ont été appliquées jusqu'à aujourd'hui, sont toutes proposées par les bailleurs de fonds étrangers. Ces politiques ne répondaient pas vraiment aux besoins de la population que des crises récurrentes subviennent au pays provoquant ainsi une baisse de la productivité et un ralentissement de la croissance économique.

En réalité donc, la croissance économique de la grande île est faible parce que le taux de chômage ne cesse de s'agrandir du fait l'accroissement plus rapide de la population par rapport à la croissance effective et de l'insuffisance des mains d'œuvre qualifiés. Par ailleurs, certaines pratiques culturelles entravent les sous-bassement de la croissance. Sans oublier, les crises récurrentes dues aux divergences des besoins réels de la population et des politiques gouvernementaux mis en œuvre.

²³ RAZAFINDRAKOTO Raymond, *développement rapide et durable de Madagascar : est-ce une utopie ?*, IPA, Août 2006, p 19

Conclusion

Bref, pour analyser la croissance économique d'un pays, il fallait d'abord définir les facteurs qui influent cette croissance. A cet effet, elle a des facteurs qui lui sont déterminant tels que le capital, le travail, le progrès technique et l'investissement et d'autres facteurs qui la motivent. Ces derniers sont regroupés en deux, les facteurs d'ordre économique, à savoir la demande globale, l'intérêt de l'entrepreneur, les structures de financement et l'industrialisation, et les facteurs non économiques tels les facteurs juridiques et sociaux, les facteurs politiques et les facteurs culturels.

A partir de ces facteurs, divers économistes ont élaboré des théories sur la croissance. D'une part, les anciennes théories de la croissance affirmèrent que des facteurs de la croissance économique sont exogènes : ne sont pas déterminés par le processus économique tels que le progrès technique et la démographie expression du facteur travail. Ces théories se sont concentrées sur l'aspect équilibré ou non de la croissance et considèrent que l'Etat ne devrait pas, tant que possible, intervenir dans le processus économique. D'autre part, les nouvelles théories de la croissance trouvèrent que tous les facteurs de la croissance étaient endogènes, ils sont inclus dans le processus économique. Ces dernières théories considèrent que la difficulté de générer et de gérer les déterminants endogènes de la croissance, telles que l'accumulation de connaissance, de capital technologique, de capital humain et les dépenses d'infrastructures publiques, rend légitime l'intervention de l'Etat pour favoriser la croissance.

Pour le cas de Madagascar, sa croissance est surtout expliquée par le secteur tertiaire et secondaire malgré le taux élevé de la population qui exerce dans le secteur primaire, en particulier l'agriculture. Il y a aussi l'investissement surtout celui du secteur privé, même si le revenu national est structuré en grande partie par la consommation. En outre, ces investissements ont eu pour effet l'accroissement en volume de la production nationale ainsi que les exportations.

Malgré ces facteurs, il existe d'autres facteurs qui empêchent l'économie malgache d'atteindre son niveau maximum. Parmi les facteurs explicatifs de la faiblesse de la croissance économique malgache, ont été cités : les déficiences du facteur travail à savoir le déséquilibre entre la croissance démographique et la croissance économique, et l'insuffisance de l'accumulation en capital humain qui concoure tous les deux à

l'augmentation du taux de chômage augmentant ainsi la part de la consommation dans le revenu national au détriment de l'investissement qui est le moteur de la croissance économique. D'autres facteurs comme la culture, où l'ancrage à certains « fady » et les rites économiquement coûteux, ne permet pas l'accumulation de capital, et les politiques dont la manque de volonté des dirigeants et l'absence de plan de développement répondant aux attentes de la population, entravent aussi la croissance.

Mais la connaissance de ces facteurs de ralentissement de la croissance économique ne permet-elle pas d'établir des plans de développement qui augmenteraient le taux de croissance, tels dans la science physique où la connaissance de la loi de la pesanteur a permis de savoir comment la contourner pour arriver jusqu'à la lune.

Annexes

Evolution des effectifs des élèves, des étudiants et des apprenants entre 2000/01 et 2004/05

	2000	2001	2002	2003	2004/05
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai
Effectifs des élèves					
primaire	2 307 314	2 409 082	2 856 480	3 366 600	3 597 800
Public	1 808 428	1 892 801	2 274 443	2 715 600	2 916 100
Privé	498 886	516 281	58 2037	651 000	681 700
Collège	316 390	343 937	356 973	420 700	486 300
Public	157 069	193 091	201 357	241 300	281 300
Privé	14 1321	150 846	155 616	179 400	204 900
Lycée	66 021	77 655	79 238	89 400	106 600
Public	33 716	41 702	36 852	42 200	52 600
Effectifs des étudiants					
Enseignement supérieur	31 893	31 905	35 476	42 143	45 633
Institutions publiques	21 599	22 607	26 343	31 675	35 117
IST	442	485	537	709	794
INSTN			28	37	54
CNTMAD	6 891	6 245	5 935	6 457	6 112
Institutions privées homologuées	2 961	2 568	2 661	3 265	3 556
Effectifs des apprenants					
Enseignement technique	13 558	14 590	15 880	15 820	16 893
CFP : Public	1 875	2 264	3 261	3 610	4 268
LTP : Public	11 683	12 326	12 619	12 210	12 625

Source : CFP : Centre de Formation Professionnelle

LTP : Lycée technique professionnel

Evolution des effectifs des diplômes dans les 6 universités

Type de diplôme	2004	2005	2006	2007
Diplôme de technicien supérieur (DTS)	219	223	185	377
Licence	1 711	2 148	3 085	3 248
Maîtrise	1 144	1 030	1 419	1 582
Certificat d'Aptitude Pédagogique de l'Ecole Normale CAPEN. Certificat d'Aptitude Pédagogique de l'Enseignement technique CAPET	148	144	146	156
DEA : diplôme d'Etudes Approfondies	329	268	282	330
DESS : Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées	203	182	401	501
Diplôme d'Etude de Docteur en Chirurgie dentaire		28		243
Diplôme d'Etat de Docteur en Médecine Vétérinaire	25	29	31	26
Diplôme d'Etat de Docteur en Médecine	402	183	199	237
Doctorat Nouveau Régime	112	76	82	102
HDR : Habilité à Diriger de la recherche	14	10	4	38
ensemble	4 307	4 321	5 834	6 867

Sources : MEN (Ministère de l'enseignement national)

Bibliographie

CHAVANCE Bernard, *l'économie institutionnelle*, Ed La Découverte, Paris, 2007

HIRSCHMANN, A.O : Modèle de croissance et processus de développement, in *stratégie de développement économie*, Economie et Humanisme, éd Ouvrières, Paris 1974

Institut national de la statistique, *situation économique au 1^{er} janvier 2005*, 2005, 78 p.

Institut national de la statistique, *situation économique au 1^{er} janvier 2006*, 2006, 80 p.

Institut national de la statistique, *situation économique au 1^{er} janvier 2008*, 2008, 88 p.

Jean-Pierre Lachaud, *pauvreté, marché du travail et croissance pro-pauvres à Madagascar*, Bureau international du travail, 2008

Karl Marx, *le Capital I*, ED Progrès Moscou, 1982, 815 p

MONTOUSSE Marc, *Théories économiques*, Ed Bréal, Paris, 1999, 253 p.

RAMAMONJISOA Suzy, *Madagascar fenêtre*, Mye Madagascar, ed 2002

RAMANANTOANINA Patrick Philippe, et al. *Madagascar : vers un agenda de relance économique*, Banque mondiale, Juin 2010

P. RANDRIANARISOA, *Madagascar et les croyances et coutumes malgaches*, 1959

RAZAFINDRAKOTO Raymond, *Développement rapide et durable de Madagascar : est-ce une utopie ?*, IPA imprimerie Août 2006, 132 p.

Nom : RAMIARANALISON

Prénom : Rajo

Titre : L'analyse de la croissance économique de Madagascar : « *les facteurs explicatifs de la faiblesse de la croissance économique* »

Nombre de page : 49

Nombre de tableaux : 8

RESUME

Le but de tout pays est d'avoir une forte croissance. Pour atteindre ce but, il faut tenir compte des différents facteurs de la croissance tels que le facteur travail, le facteur capital, le progrès technique et les investissements mais aussi des autres facteurs non économiques influant sur la croissance.

Ces différents facteurs ont été étudiés par des économistes, ce qui a permis d'établir des théories sur la croissance. Il existe deux tendances en ce qui concerne les théories de la croissance. D'un côté, il y a les théories de la croissance endogène où tous les facteurs de celle-ci sont considérés comme inclus dans le processus de la croissance. Et d'un autre, il y a les théories de la croissance exogène qui contrairement aux premières considèrent que d'autres facteurs extérieurs au processus de croissance l'influencent et qu'il est difficile de les contrôler.

A partir de ces théories, l'analyse de la croissance économique de Madagascar peut être faite.

Et il est constaté que malgré les efforts effectués dans différents secteurs et dans les investissements publics, source de croissance, certains facteurs comme la faiblesse du capital humain, entraînant une déficience du facteur travail, et les facteurs culturels et politique malgache entravent encore à la croissance de la grande île.

Mots clés : Croissance, Madagascar, facteurs de croissance, PIB, théorie de la croissance.

Encadreur : Monsieur ANDRIAMALALA Mamisoa Freddy

Examineur : Monsieur RANDRIANARISOA Bernard

Adresse de l'auteur : Lot II S 29 A Anjanahary